

Palestine, pour une paix juste et durable, retrouvons-nous tous le 29 novembre 2025 à Paris !

La population de Gaza reste soumise aux bombardements et destructions. Son quotidien est celui d'une pénurie de nourriture, d'eau et de médicaments. Le gouvernement israélien utilise toujours l'accès aux biens essentiels comme instrument de guerre. Il refuse ouvertement toute possibilité d'existence d'un État palestinien à ses côtés comme l'a confirmé le récent vote en première lecture d'un projet d'annexion de la Cisjordanie. Obtenir de la communauté internationale qu'elle intervienne est une urgence, une priorité immédiate et absolue.

La colonisation s'aggrave

Les actions violentes s'amplifient en Cisjordanie, là encore dans un contexte de passivité de la communauté internationale. La menace d'annexion du territoire palestinien se manifeste quotidiennement par les attaques des colons, avec le soutien de l'armée israélienne, et par le maintien des restrictions.

Le plan Trump apparaît désormais comme une nouvelle étape pour conforter l'impunité et pour maintenir la passivité face à la négation de tous les droits du peuple palestinien, droit à la sécurité, droits économiques et sociaux, droits nationaux. Ce plan n'est évidemment pas un plan de Paix mais met les Palestiniens, et l'OLP qui les représente, sous tutelle, et les prive de leur droit à l'autodétermination.

Le silence n'est pas de mise. Nous ne devons pas le laisser s'installer.

Nous ne pouvons dans ce contexte que condamner la décision d'Emmanuel Macron d'autoriser l'ensemble des entreprises israéliennes qui le souhaitent à participer au salon de la sûreté et de la sécurité intérieure, le Milipol.

La mobilisation a permis de mettre un frein au génocide

Le 15 novembre, à Barcelone, un appel **ACT X PALESTINE** a été lancé à l'initiative de trente associations palestiniennes de défense des droits humains, de construction de la paix, préparé en lien avec des associations des deux rives de la Méditerranée et des autres pays d'Europe.

La paix ne se fera pas sans écouter les voix palestiniennes et les voix dissidentes en Israël

Nous appelons nos partenaires français et européens à rejoindre toutes les mobilisations qui, partout dans le monde, contribuent à rompre l'inertie, à construire un rapport de force pacifique et déterminé pour qu'advienne le tournant décisif qui imposera la paix, juste et durable entre l'État de Palestine et celui d'Israël, s'appuyant sur le droit international, dont les frontières de 1967.

Une paix juste sera basée sur l'application des résolutions de l'ONU, des réparations pour les destructions illégales et les violations du droit humanitaire commises non seulement depuis le 7 octobre 2023 mais aussi tout au long de l'occupation et de la colonisation des territoires palestiniens.

Une paix durable repose sur une résolution politique conclue entre Palestiniens et Israéliens. La communauté internationale doit peser, y compris par des sanctions, pour que cela ait lieu, et tout particulièrement aujourd'hui l'imposer aux gouvernants d'Israël. Nous savons qu'elle pourra s'appuyer, dans les deux sociétés, sur les acteurs et organisations favorables à une telle paix.

Retrouvons-nous à Paris !

Dans un moment où l'on cherche à imposer la seule loi des plus forts, la solidarité avec la Palestine, c'est imposer la résolution du conflit par le respect du droit international et s'opposer fermement à la répression de cette solidarité.

Le 29 novembre, nous appelons à une manifestation nationale qui se déroulera à Paris, à 14h place de la République.

Signataires : LDH (Ligue des droits de l'Homme), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Mouvement de la Paix, Association les ami.es de Standing Together en France, Institut Mehdi Ben Barka - mémoire vivante, Réseau Féministe «Ruptures», Une autre voix juive (UAVJ), Confédération générale du travail (CGT), Syndicat National des Enseignements de Second degré (SNES-FSU), Union Nationale des Étudiants de France (UNEF), Parti communiste français (PCF), L'Alliance pour une République écologique et sociale (L'APRÉS), Mouvement Jeunes Communistes de France (MJCF)